

FORMULE 70B

N° de dossier DF \_\_\_\_\_

**COUR DU BANC DE LA REINE (DIVISION DE LA FAMILLE)**

Centre de \_\_\_\_\_

ENTRE :

*(nom au complet)*

requérant(e)

– et –

*(nom au complet)*

intimé(e)

REQUÊTE

À L'INTIMÉ(E) *(nom au complet)*

Le (La) requérant(e) A INTRODUIT UNE INSTANCE CONTRE VOUS et demande les mesures de redressement précisées aux pages ci-jointes.

SI VOUS DÉSIREZ CONTESTER LA PRÉSENTE INSTANCE, vous ou un(e) avocat(e) du Manitoba vous représentant devez rédiger une réponse en utilisant la formule 70J des *Règles de la Cour du Banc de la Reine*, déposer cette réponse au greffe du tribunal et la signifier à l'avocat(e) du (de la) requérant(e) ou au (à la) requérant(e), si celui-ci (celle-ci) n'est pas représenté(e) par un avocat(e) :

- DANS LES 20 JOURS suivant la signification de la présente requête, si elle vous a été signifiée au Manitoba;
- DANS LES 40 JOURS suivant la signification de la présente requête, si elle vous a été signifiée dans une autre province ou dans un territoire du Canada ou aux États-Unis d'Amérique;
- DANS LES 60 JOURS suivant la signification de la présente requête, si elle vous a été signifiée à l'extérieur du Canada et des États-Unis d'Amérique.

## RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

Si la présente requête comporte une demande de pension alimentaire pour enfants ou pour conjoint ou conjoint de fait ou une demande de partage des biens, vous devez établir, au moyen de la formule 70D, une déclaration financière conformément à la règle 70.07 des *Règles de la Cour du Banc de la Reine*. Vous devez joindre la déclaration financière à votre réponse et les déposer et les signifier dans le délai indiqué plus haut.

SI UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS VOUS EST SIGNIFIÉE AU MOYEN DE LA FORMULE 70D.1, VOUS DEVEZ ÉGALEMENT FOURNIR DANS LE DÉLAI INDIQUÉ LES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS QUI Y SONT EXIGÉS.

VOUS VOUS EXPOSEZ À DES PEINES SÉVÈRES SI VOUS NE DÉPOSEZ PAS OU NE SIGNIFIEZ PAS À TEMPS VOTRE DÉCLARATION FINANCIÈRE DÛMENT REMPLIE.

REMARQUE : Si aucune question relative aux aliments ou aux biens n'est soulevée dans la requête ou dans votre réponse, vous n'êtes pas tenu(e) de déposer et de signifier maintenant une déclaration financière.

**SI VOUS OMETTEZ DE DÉPOSER ET DE SIGNIFIER UNE RÉPONSE, LE (LA) JUGE POURRA PROCÉDER À L'INSTRUCTION DE L'AFFAIRE EN VOTRE ABSENCE ET UNE ORDONNANCE POURRAIT ÊTRE RENDUE CONTRE VOUS RELATIVEMENT À TOUTE DEMANDE CONTENUE DANS LA PRÉSENTE REQUÊTE SANS QU'AUCUN AUTRE AVIS NE VOUS SOIT DONNÉ.**

\_\_\_\_\_  
(date)

Délivrée par \_\_\_\_\_  
(registraire)

Cour du Banc de la Reine — centre de \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

(adresse du tribunal)

## PRÉCISIONS RELATIVES À LA DEMANDE

1. Le (La) requérant(e) demande une ordonnance en vue de l'obtention des mesures de redressement suivantes au titre de la législation provinciale :

- |  |   |
|--|---|
| <p><input type="checkbox"/> Non-cohabitation</p> <p><input type="checkbox"/> Arrangements parentaux :<br/> <input type="checkbox"/> garde conjointe :<br/>             <input type="checkbox"/> soins et surveillance principaux<br/>             <input type="checkbox"/> périodes de soins et de surveillance<br/> <input type="checkbox"/> garde exclusive<br/> <input type="checkbox"/> droit de visite<br/> <input type="checkbox"/> autres (<i>précisez</i>) : _____</p> <p><input type="checkbox"/> Déclaration de filiation</p> <p><input type="checkbox"/> Pension alimentaire pour enfants :<br/> <input type="checkbox"/> montant prévu dans les tables<br/> <input type="checkbox"/> dépenses ou frais extraordinaires<br/> <input type="checkbox"/> autre montant</p> <p><input type="checkbox"/> Pension alimentaire pour conjoint ou conjoint de fait</p> <p><input type="checkbox"/> Partage des biens familiaux :<br/> <input type="checkbox"/> égal<br/> <input type="checkbox"/> inégal</p> | <p><input type="checkbox"/> Occupation exclusive du foyer familial</p> <p><input type="checkbox"/> Partage ou vente</p> <p><input type="checkbox"/> Remise de la vente</p> <p><input type="checkbox"/> Mesures de protection :<br/> <input type="checkbox"/> interdiction de suivre une personne<br/> <input type="checkbox"/> interdiction de contact ou de communication<br/> <input type="checkbox"/> interdiction de se trouver à un endroit<br/> <input type="checkbox"/> suspension du permis ou du privilège de conduire [paragraphe 15(1) de la <i>Loi sur la violence familiale et le harcèlement criminel</i>]<br/> <input type="checkbox"/> autres (<i>précisez</i>) : _____</p> <p><input type="checkbox"/> Divulgence financière</p> <p><input type="checkbox"/> Frais</p> <p><input type="checkbox"/> Autre (<i>précisez</i>) : _____</p> |
|--|---|

2. Le (la) requérant(e), qui a divorcé de l'intimé(e) à l'issue d'un jugement de divorce accordé au titre de la *Loi sur le divorce* (Canada), demande une ordonnance aux fins qui suivent au titre de cette loi :

- Arrangements parentaux :  
 temps parental  
 responsabilités décisionnelles  
 autres (*précisez*) :
- Pension alimentaire pour enfants :  
 montant prévu dans les tables  
 dépenses ou frais extraordinaires  
 autre montant
- Pension alimentaire pour conjoint
- Autre (*précisez*) :

3. Précisions relatives aux mesures de redressement demandées :

*(Lorsque vous choisissez l'option « autre », indiquez précisément sous forme de paragraphes distincts et numérotés consécutivement les mesures de redressement demandées ainsi que les allégations de fait substantiel faites à l'appui de la demande.)*

4. Précisions sur les rapports entre les parties :

a) date et lieu du mariage :

*(Si les parties ne sont pas mariées l'une à l'autre, indiquez « sans objet ».)*

à

---

(jour)
(mois)
(année)
(village ou ville)
(province et pays)

b) si les parties ne sont pas mariées l'une à l'autre ou s'il y a eu cohabitation avant le mariage, date du début de la cohabitation :

\_\_\_\_\_

(jour) (mois) (année)

c) date de cessation de la cohabitation :

\_\_\_\_\_

(jour) (mois) (année)

d) nom de famille de chaque partie immédiatement avant le mariage :

requérant(e) : [ ] inchangé  
[ ] autre : \_\_\_\_\_

intimé(e) : [ ] inchangé  
[ ] autre : \_\_\_\_\_

e) nom au complet à la naissance :

\_\_\_\_\_ (requérant[e]) \_\_\_\_\_ (intimé[e])

f) état matrimonial des parties au moment du mariage ou au début de la cohabitation :

requérant(e) : [ ] n'avait jamais été marié(e) [ ] était divorcé(e) [ ] était veuf (veuve)  
intimé(e) : [ ] n'avait jamais été marié(e) [ ] était divorcé(e) [ ] était veuf (veuve)

g) le (la) requérante(e) est né(e) à \_\_\_\_\_,

le \_\_\_\_\_ ;  
(jour) (mois) (année)

h) l'intimé(e) est né(e) à \_\_\_\_\_,

le \_\_\_\_\_ ;  
(jour) (mois) (année)

5. a) Adresse complète du (de la) requérant(e) (y compris le code postal) :

\_\_\_\_\_

b) adresse complète de l'intimé(e) (y compris le code postal) :

\_\_\_\_\_

6. Enfants :

a) noms et date de naissance de tous les enfants de l'une ou l'autre des parties, ou des deux, et des enfants pour lesquels l'une ou l'autre des parties tient lieu de parent :

b) le (la) requérant(e) propose les arrangements parentaux suivants :

*(Indiquez le type d'ordonnance demandé [garde conjointe, soins et surveillance principaux, périodes de soins et de surveillance, garde exclusive, droit de visite, temps parental, responsabilités décisionnelles] pour chaque enfant à l'égard duquel le [la] requérant[e] demande une ordonnance de garde, un droit de visite ou une ordonnance parentale.)*

c) le (la) requérant(e) demande une pension alimentaire pour enfants à l'égard de :

d) le (la) requérant(e) propose les arrangements suivants en matière de pension alimentaire pour enfants :

7. Dates de toutes les ententes écrites ou verbales conclues entre les parties :

8. Précisions relatives aux ordonnances, à la procédure et aux actions en justice visant toute partie à la présente instance, notamment :

a) une ordonnance ou instance relative à des arrangements parentaux, à une pension alimentaire pour enfants ou pour conjoint ou à des biens;

b) une ordonnance de protection civile ou une instance relative à une telle ordonnance;

c) une ordonnance, instance, entente ou mesure relative à la protection d'un enfant;

d) une ordonnance, une instance ou un engagement relatifs à toute affaire de nature criminelle.

*(Donnez des précisions sur ces ordonnances, cette procédure, ces instances, etc. [p. ex., la nature de l'affaire, son état d'avancement, la date, le tribunal, le numéro de dossier du tribunal ou d'incident, etc.]*

9. Renseignements financiers :

La déclaration financière (formule 70D) du (de la) requérant(e) est jointe à la présente requête.

*(Le [La] requérant[e] n'est pas tenu[e] de joindre à la présente requête une déclaration financière ou un affidavit auquel sont annexés les documents requis au titre de l'article 21 des Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants s'il [si elle] ne demande pas de pension alimentaire pour enfants ou pour conjoint ou conjoint de fait ni le partage des biens.)*

10. a) Description officielle du bien réel à l'égard duquel le partage ou la vente est demandé :

b) adresse du bien réel décrit ci-dessus :

- c) nom(s) auquel (auxquels) le bien est enregistré :
- d) valeur marchande du bien :
- e) précisions relatives aux charges enregistrées contre le bien :

11. *(Lorsque le (la) requérant(e) demande des mesures de redressement au titre de la Loi sur le divorce (Canada), il (elle) doit signer l'attestation suivante.)*

Attestation du (de la) requérant(e) :

J'atteste que je suis conscient(e) de mes obligations et de mes responsabilités sous le régime de la *Loi sur le divorce* (Canada), lesquelles sont les suivantes :

- a) si le (la) juge m'octroie du temps parental ou des responsabilités décisionnelles :
  - (i) j'exerce ce droit ou ces responsabilités d'une manière compatible avec l'intérêt de l'enfant,
  - (ii) avant de changer mon lieu de résidence ou celui de l'enfant, j'en avise, conformément à la *Loi sur le divorce* (Canada), quiconque s'est vu accorder du temps parental avec lui, des responsabilités décisionnelles à son égard ou un droit de contact avec lui au titre d'une ordonnance de contact\*,
  - (iii) si j'ai l'intention d'effectuer ou de faire effectuer à l'enfant un déménagement important, j'en avise, au moins 60 jours avant la date prévue du projet de déménagement et au moyen du formulaire prévu par règlement en vertu de la *Loi sur le divorce* (Canada), quiconque a du temps parental avec lui, des responsabilités décisionnelles à son égard ou un droit de contact avec lui au titre d'une ordonnance de contact\*;

*(Biffez l'alinéa a) si vous ne demandez pas de temps parental ni de responsabilités décisionnelles.)*

- b) je protège de mon mieux tout enfant issu du mariage des conflits pouvant découler de la présente instance;

*(Biffez l'alinéa b) si aucun enfant n'est issu du mariage.)*

- 
- \* Tout déménagement, quelle qu'en soit la distance, constitue un changement de résidence.
  - Un « déménagement important » est un déménagement — qu'il soit effectué par un enfant ou par une personne ayant du temps parental avec lui ou des responsabilités décisionnelles à son égard — qui pourrait avoir une incidence importante sur la relation de l'enfant avec une personne ayant ou demandant un droit de contact avec lui au titre d'une ordonnance de contact ou du temps parental avec lui ou des responsabilités décisionnelles à son égard.
  - Toute personne ayant du temps parental avec un enfant ou des responsabilités décisionnelles à son égard doit aviser de tout projet de déménagement quiconque a du temps parental ou un droit de contact avec lui ou des responsabilités décisionnelles à son égard.
  - Il faut donner tout avis de déménagement important au moins 60 jours à l'avance.
  - Quiconque a un droit de contact avec un enfant et propose un changement de résidence doit en aviser toute personne ayant du temps parental ou un droit de contact avec l'enfant ou des responsabilités décisionnelles à son égard. Si le projet de changement de résidence est susceptible d'avoir une incidence importante sur la relation de cette personne avec l'enfant, l'avis doit lui être donné au moins 60 jours à l'avance.
  - **L'avis doit satisfaire aux exigences qui sont prévues aux articles 16.7 à 16.96 de la *Loi sur le divorce* (Canada) et les formules et modalités en matière d'avis sont prévues par le *Règlement relatif à l'avis de déménagement important* pris en vertu de cette loi (voir le site Web du ministère de la Justice du Canada à l'adresse [www.laws-lois.justice.gc.ca](http://www.laws-lois.justice.gc.ca)).**

- c) dans la mesure où il convient de le faire, je tente de régler le présent litige avec l'intimé(e) au moyen d'un mécanisme de règlement des différends familiaux;
- d) je fournis tous les renseignements qu'exige la *Loi sur le divorce* (Canada) et ceux-ci sont complets, précis et à jour;
- e) je me conforme à toute ordonnance rendue au titre de la *Loi sur le divorce* (Canada).

12. Déclaration du (de la) requérant(e) :

J'ai lu la présente requête et j'en comprends le sens. Les déclarations qui y figurent et dont j'ai une connaissance directe sont vraies et je crois que celles dont je n'ai pas une connaissance directe le sont également.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_.  
(jour) (mois) (année)

\_\_\_\_\_  
(signature du [de la] requérant[e])

Adresse du [de la] requérant[e] aux fins de signification :

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**SI LE (LA) REQUÉRANT(E) DEMANDE DES MESURES DE REDRESSEMENT AU TITRE DE LA LOI SUR LE DIVORCE (CANADA), SON AVOCAT(E) DOIT SIGNER CE QUI SUIT :**

Déclaration de l'avocat(e)

Je soussigné(e), \_\_\_\_\_, avocat(e) de \_\_\_\_\_, requérant(e), atteste au tribunal que je me suis conformé(e) aux exigences prévues au paragraphe 7.7(2) de la *Loi sur le divorce* (Canada).

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_.  
(jour) (mois) (année)

\_\_\_\_\_  
(signature de l'avocat[e])

\_\_\_\_\_  
(nom de l'avocat[e])

\_\_\_\_\_  
(nom du cabinet d'avocats)

\_\_\_\_\_  
(adresse)

\_\_\_\_\_  
(numéro de téléphone)

\_\_\_\_\_  
(numéro de télécopieur)

\_\_\_\_\_  
(adresse électronique)